



CLUB DU SAHEL ET DE L'AFRIQUE DE L'OUEST / OCDE



# L'Afrique de l'Ouest face à la crise mondiale économique



## Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest/OCDE

Le Seine Saint-Germain  
12 Boulevard des Isles  
92130 Issy-les-Moulineaux

*Adresse courrier :*  
2 rue André-Pascal  
75775 Paris cedex 16  
Tel: +33 (0)1 45 24 89 87  
Fax: +33 (0)1 45 24 90 31

**Document de travail n° 3 :**

Réunion du Groupe d'orientation des politiques, 18-19 juin 2009

[www.westafricaclub.org](http://www.westafricaclub.org)



## **L'Afrique de l'Ouest face à la crise économique mondiale**

*Ceci est une compilation de divers documents publiés par le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest sur l'Afrique de l'Ouest face à la crise économique mondiale.*

ENTRETIEN AVEC M. LIONEL ZINSOU MEMBRE DU COMITÉ EXÉCUTIF DE PAI PARTNERS (15.10.2008) .....	4
ENTRETIEN AVEC M. HAMZA AHMADOU CISSÉ COMMISSION DE L'UEMOA (13.03.2009) .....	6
FACE À LA CRISE ÉCONOMIQUE MONDIALE. EXTRAIT DE L'OBSERVATEUR DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (EXTRAIT DE L'OBSERVATEUR DE L'AFRIQUE DE L'OUEST, AVRIL 2009) .....	11

**ENTRETIEN AVEC M. LIONEL ZINSOU MEMBRE DU COMITÉ EXÉCUTIF DE PAI PARTNERS  
(15.10.2008)**

---

**Q.** *Les informations sur l'impact de la crise financière internationale en Afrique oscillent entre optimisme et crainte. Les autorités de la zone franc martèlent que leur système bancaire est à l'abri. En revanche, les deux chambres du parlement nigérian se réunissent en urgence pour un débat marathon et la Banque mondiale annonce que si les systèmes bancaires devraient être peu touchés dans leurs structures, l'effet se fera beaucoup plus sentir au niveau du flux des capitaux. Quelle est votre analyse ?*

Il est vrai que le discours ambiant consiste à dire que les économies africaines sont peu exposées et sont par conséquent « protégées » des contrecoups. Mais on n'échappe pas, nulle part, aux conséquences d'une crise d'une telle ampleur. Il n'y a pas de conjoncture isolée dans une situation aussi grave.

Plus le système bancaire est moderne et mondialisé, plus il est affecté. Les systèmes bancaires de l'Afrique du Sud, de l'Égypte, du Nigeria et, dans une moindre mesure au Maghreb, seront les plus touchés car ils sont les plus ouverts sur le monde. Les banques et les marchés financiers de ces pays se nourrissent beaucoup de capitaux à court terme. Plus une économie est dynamique, plus elle dépend de ces capitaux à court terme.

En Afrique de l'Ouest, c'est au Nigeria que le niveau « d'immunisation » du système bancaire est le plus faible. Le pays vient à peine d'achever une restructuration profonde et courageuse de son paysage bancaire sous l'impulsion de la Banque Centrale. Vingt-cinq banques de taille modeste ont donné naissance à cinq grands groupes mieux adaptés à la taille et au dynamisme de l'économie nationale. Le Nigeria se devait de se doter de banques à la taille de son économie.

Il n'est pas normal que les cinquante plus grandes banques du continent soient presque toutes sud-africaines. La crise frappe au moment où les fusions sont récentes, donc encore fragiles. Il est possible que les banques nigérianes connaissent des difficultés à mobiliser les capitaux à court terme nécessaires pour alimenter la bourse et financer l'économie. Il y a là une forme d'injustice. Ce pays va, en quelque sorte, « payer la rançon » de la modernité de son secteur bancaire et de son économie. Le Ghana ou le Kenya est à peu près dans la même configuration. Plus une économie est dynamique, plus elle est insérée dans la mondialisation, plus elle consomme des liquidités à court terme et plus elle est exposée à la crise.

A l'inverse, les pays de la Zone Franc sont protégés par le caractère plus « archaïque » de leur système bancaire. Leurs économies sont bien moins bancarisées que celles du Nord et du Sud de l'Afrique et le poids des grandes banques anglo-saxonnes y est très faible. En outre les banques y sont sur-liquides, surtout en Afrique centrale. Cette surliquidité – qui est un défaut en temps normal – devient une protection.

---

**Q.** *Au-delà de la seule crise bancaire, la récession annoncée en Europe et en Amérique du Nord risque-t-elle de menacer la croissance ouest-africaine ?*

N'oubliez pas la Chine, l'Inde et les autres économies rapidement émergentes. A moyen terme, ce sont ces économies qui vont tirer la croissance mondiale, même si l'Europe et les États-Unis entrent en récession. Si le taux de croissance chinois passe de 10 à 6 ou 8 % c'est encore beaucoup. La demande en matières premières continuera de croître mais moins rapidement. En Afrique, la croissance devrait également se poursuivre mais à un rythme inférieur aux prévisions. C'est frustrant.

Des événements exogènes viennent contrarier le développement d'économies dont les fondamentaux endogènes, intrinsèques, sont bons. Dans mon pays, le Bénin, le FMI avait annoncé de très bonnes perspectives économiques avant le déclenchement de la crise. Aujourd'hui, ces prévisions sont revues à la baisse. L'économie béninoise continuera de croître mais moins rapidement. Les Investissements Directs Étrangers seront moins importants, de même que les transferts des émigrés.

---

**Q.** *Une des conséquences visibles de la crise est l'effondrement des cours des matières premières, notamment des matières premières agricoles. C'est quand même une bonne nouvelle si l'on se souvient des « émeutes de la faim ». Les prix alimentaires vont-ils baisser ?*

Il est vrai que les cours mondiaux ont fortement chuté. Ceci s'explique autant par une excellente récolte mondiale de céréales que par la débâcle des *hedge funds* qui s'étaient massivement portés sur ces produits. Par ailleurs, j'observe que l'agriculture ouest-africaine – aidée par de bonnes conditions climatiques – a répondu au défi qui lui avait été lancé par la très forte augmentation des prix. On a produit beaucoup plus en 2008 qu'en 2007.

Cependant, je crois que ceci ne change rien aux tendances de fond. Il n'y aura pas de détente durable. Les professionnels pensent que les prix relatifs des produits agricoles vont continuer d'augmenter. La part de la spéculation pure dans la détermination de ces prix sera sans doute plus faible et les oscillations moins importantes, mais fondamentalement, il ne faut pas oublier que la Chine, l'Inde et les autres pays émergents vont continuer à exprimer une demande croissante.

---

**Q.** *Quid de l'effet psychologique et politique ? On ressent de la frustration et de l'amertume en Afrique sur le thème « vous nous avez obligés à tout privatiser et vous nationalisez vos banques ! ». On fait aussi beaucoup la comparaison entre les milliers de milliards de dollars ou d'euros débloqués en quelques jours pour sauver les banques du Nord et les difficultés à augmenter de quelques milliards l'Aide au développement.*

C'est irritant de se faire donner des leçons pendant des décennies, de se faire imposer une libéralisation forcée allant bien au-delà de ce que les pays développés s'imposent à eux-mêmes. On ne peut contester la frustration dont vous parlez. Mais il ne faut pas exagérer. Les ajustements structurels ont permis des progrès de croissance tout à fait exceptionnels dans certains domaines. Dans les télécommunications, la privatisation a permis une croissance sans précédent grâce à des investissements privés qu'aucun État n'aurait pu consentir.

En revanche, dans l'agriculture on est sans doute allés trop loin. On voit d'ailleurs que tous les États africains reviennent vers plus d'interventionnisme car une libéralisation pure des marchés n'a pas permis d'installer une croissance équilibrée. La régulation est indispensable. Il est vrai que le « Nord » aura plus de mal que par le passé à convaincre l'Afrique du contraire.

---

**Q.** *On peut donc craindre, au moins, au Maghreb, au Nigeria ou au Ghana, des difficultés à court terme de financement des entreprises ?*

D'une façon générale, toutes les activités qui ont besoin de se financer par des liquidités empruntées à court terme risquent de souffrir pendant quelques temps. C'est actuellement le cas du transport maritime. Les banques ont supprimé beaucoup de crédits à court terme dont les armateurs ont besoin en permanence. Une forte diminution des taux de fret est à craindre au cours des prochaines semaines.

## ENTRETIEN AVEC M. HAMZA AHMADOU CISSÉ, COMMISSION DE L'UEMOA (13.03.2009)

---

**Q.** *Comment analysez-vous la crise financière et économique sur le plan international ? Où sont les responsabilités ?*

Pour certains, l'origine de la crise est avant tout financière, résultat d'une défaillance des modes de régulation. Cette défaillance aurait abouti à des désordres sur les marchés financiers puis sur le système bancaire, avec pour conséquence le rétrécissement du crédit qui, à son tour, a contraint l'investissement pour finalement toucher l'économie réelle.

Pour d'autres, la crise est l'aboutissement d'un mode de développement inéquitable où une grande part de la richesse est détenue par une minorité au détriment de la grande majorité, obligée alors de recourir au crédit pour se loger, se nourrir, se soigner, s'instruire, etc. De ce confinement des pauvres dans l'endettement, aggravé le renchérissement des denrées alimentaires et de l'énergie, serait née la crise sur le marché des titres adossés aux crédits immobiliers à risque – crise dite des « *subprimes* ». Les titres sur le marché en question étaient assis sur des créances très risquées sur des clients qui n'auraient pas été éligibles aux crédits qui leur ont été consentis sans une sorte de prime de risque au-delà de la norme. Cette crise des marchés financiers se serait transmise au système bancaire, puis au secteur réel qui, de toute manière, prospérait au-delà des potentialités de ses propres débouchés, c'est-à-dire au-delà du pouvoir d'achat des consommateurs. Au sens de cette théorie, les pays en développement font partie des consommateurs en voie de paupérisation rapide. En effet, ces pays ont vu leurs recettes d'exportation fondre pour certains produits, entraînant une contraction des importations en provenance des pays développés.

Bien audacieux qui pourrait l'affirmer avec certitude, car on ne peut comprendre que la finance s'écroule si elle est assise sur une économie réelle solide, ni qu'une économie viable au sens réel s'écroule au moindre affaïssement des marchés financiers. Il faut donc croire que la crise actuelle est celle d'une économie réelle qui avait tendance à se débiliter en même temps que la finance offrait aux détenteurs de capitaux l'illusion de gains faciles sans référence explicite à la dynamique de la sphère réelle de l'économie. C'est ce qu'on a appelé, dans certains milieux, « l'économie – casino ».

On est un peu en présence du dilemme de l'antériorité de l'œuf ou de la poule. Le financier précède-t-il le réel dans la crise actuelle ou l'inverse ?

---

**Q.** *Selon la Banque mondiale : « Les répercussions directes de la crise financière et économique mondiale devraient être nettement plus limitées que dans d'autres régions, parce que les économies africaines sont moins intégrées au système financier international et comptent relativement moins sur les marchés internationaux des capitaux et des obligations pour financer les investissements » (perspectives pour l'économie mondiale 2009). Qu'en pensez-vous ?*

Si au premier abord, les institutions de Bretton Woods se sont focalisées sur l'aspect purement financier de la crise, en notant que sous cet angle, l'Afrique était relativement peu impliquée dans les marchés internationaux et donc peu exposée, elles mesurent désormais l'ampleur de la crise. C'est ainsi que le FMI a publié mardi 3 mars 2009, une étude dans laquelle il estime les pays pauvres – situés en règle générale en Afrique subsaharienne -, sont exposés à une "troisième vague" de la crise, après celles qui ont touché les pays avancés puis les pays émergents. Les pays en développement sont en train de perdre le bénéfice des efforts d'ajustement consentis durant la dernière décennie, et cela du fait de quelques spéculateurs financiers et du manque de transparence dans la gestion économique des pays développés.

Si au premier abord, les institutions de Bretton Woods se sont focalisées sur l'aspect purement financier de la crise, en notant que sous cet angle, l'Afrique était relativement peu impliquée dans les marchés internationaux et donc peu exposée, elles mesurent désormais l'ampleur de la crise. C'est ainsi que le FMI a publié mardi 3 mars 2009, une étude dans laquelle il estime les pays pauvres – situés en règle générale en Afrique subsaharienne –, sont exposés à une "troisième vague" de la crise, après celles qui ont touché les pays avancés puis les pays émergents. Les pays en développement sont en train de perdre le bénéfice des efforts d'ajustement consentis durant la dernière décennie, et cela du fait de quelques spéculateurs financiers et du manque de transparence dans la gestion économique des pays développés.

Le FMI dit avoir identifié « 22 pays à faible revenu qui font face aux problèmes de financement les plus graves », leurs réserves de change étant tombées sous l'équivalent de trois mois d'importations (FMI, Communiqué de presse n° 09/53 (Washington, 3 mars 2009). Ces pays sont confrontés à une chute de la croissance (juste au-dessus de 4 % cette année, contre 6 % initialement prévu), de leurs exportations, des investissements étrangers sur leur sol, et des envois de fonds de leurs émigrés. Le FMI calcule que « pour maintenir leurs réserves de change à un niveau prudent », ils auront besoin d'au moins 25 milliards de dollars de financements supplémentaires de sa part, et jusqu'à 140 milliards « si la croissance mondiale et les conditions de financement continuent à se détériorer », ce qui doublerait le nombre de pays vulnérables. Le Directeur du FMI, Monsieur Dominique Strauss-Kahn, d'en appeler aux bailleurs de fonds pour qu'ils se montrent « à la hauteur de l'enjeu, en apportant les financements nécessaires pour préserver les acquis obtenus par les pays pauvres ces dernières années au prix de tant d'efforts, et empêcher une crise humanitaire ».

Les pays membres de l'UEMOA dépendent fortement, pour leurs devises étrangères, donc pour leurs importations de biens d'investissement, de l'exportation de matières premières agricoles ou minières dont les cours baissent du fait de la récession économique du Nord. Cela pourrait avoir des conséquences à moyen terme sur la capacité de production des pays de la sous-région. D'autre part, les plans de relance des pays partenaires de l'UEMOA consomment des ressources financières considérables qui pourraient peser sur les transferts au bénéfice de notre zone. Nous n'en sommes pas là et je pense que les pays développés eux-mêmes mesurent l'importance de ne pas créer sur leur flanc sud une autre hémorragie qui ne ferait qu'accentuer la crise économique, du fait notamment d'une contraction accentuée de leurs débouchés.

Il faut cependant souligner que, depuis bientôt une décennie, les échanges entre les pays émergents et l'Afrique de l'Ouest connaissent un accroissement notable. Cette nouvelle risque de s'accélérer avec l'approfondissement de la crise dans les pays développés, surtout si ces derniers avaient, d'aventure, une tentation protectionniste ou une propension à réduire leurs appuis financiers.

---

**Q.** *Quelles estimations faites-vous aujourd'hui du taux de croissance moyen des pays de l'UEMOA pour 2008 et 2009 (voire 2010) ? Percevez-vous la manifestation de la crise sur le plan économique et social ?*

Selon les services de prévision de la Commission de l'UEMOA, le taux de croissance se situerait en 2009 à 4,9 %, contre 3,9 % en 2008, si les effets de la crise économique et financière internationale ne s'intensifient pas en comparaison de ce qu'ils sont actuellement. N'oublions pas que la plus grande partie de la population de nos pays est essentiellement dépendante de l'agriculture et du secteur tertiaire, notamment des branches de ces secteurs tournés vers le marché intérieur ou sous-régional. Il en résulte un isolement relatif à court terme, par rapport aux conditions du marché international, étant donné la faible élasticité, à cette échéance, de l'offre agricole aux chocs sur les prix.

Les risques majeurs à court et moyen terme pour la plupart des économies proviennent des variations de conditions climatiques. Celles-ci sont en train de se détériorer en raison de cet autre fléau mondial que constitue la crise environnementale, connue sous le nom de changement climatique, mais qui, en fait, est beaucoup plus vaste, tenant aux modes de vie destructeurs de ressources naturelles qui dominent dans le monde en général et dans les pays développés en particulier.

Par ailleurs, nos prévisions de croissance sont également subordonnées à la normalisation de la situation sociopolitique dans certains États. De ce point de vue, ce qui vient de se produire en Guinée Bissau est de nature à remettre en cause certains pronostics, si la situation ne se redresse pas rapidement. Bien entendu, le poids économique de la Guinée Bissau n'est pas de nature à remettre en cause l'évolution du PIB de l'Union, mais nous pensons que toute situation de déséquilibre sociopolitique est à même de perturber la dynamique économique de la zone à plus ou moins longue échéance.

---

**Q.** *L'Afrique de l'Ouest doit affronter deux crises successives : crise alimentaire entre 2007 et 2008 puis crise financière et économique. Les pays ont-ils aujourd'hui les moyens de faire face à cette nouvelle conjoncture ? Quels sont/seront les pays les plus sévèrement touchés ? Pourquoi ? Quels sont les pays les mieux armés pour répondre à cette crise ? Sur quelles ressources peuvent-ils s'appuyer pour cela ?*

Si l'on se réfère aux évolutions constatées entre le second semestre 2008 et la période actuelle, on peut constater que les pays de la sous-région ont pu faire fonctionner un certain nombre de mécanismes de sauvegarde, notamment dans les domaines de la production alimentaire et de l'approvisionnement en produits pétroliers. Les pays qui s'en sortent le mieux sont ceux qui exploitent au mieux leurs avantages comparatifs, notamment ceux qui mettent tout en oeuvre pour dynamiser leur agriculture et leurs industries agroalimentaires.

En fait, les deux crises dont vous parlez procèdent d'une seule et même crise, celle qui secoue le monde. Bien entendu, les mécanismes qui ont conduit à ce que la crise des économies développées se traduise par l'envolée des prix alimentaires en Afrique et même dans le monde développé lui-même, à une étape où cette crise n'était que latente, ont pu occulter la relation profonde entre les deux types de crise.

Pour en revenir aux crises que vous évoquez, on peut dire que les manifestations de la crise mondiale dans ses premières heures ont été, d'une part la flambée des prix du pétrole et des produits vivriers, consécutive en grande partie au départ des spéculateurs des marchés financiers déclinants vers les marchés des produits de base, denrées alimentaires incluses et, d'autre part, la crise financière et économique qui résulte de l'éclatement des bulles spéculatives, à la fois sur le marché de l'immobilier, sur les marchés financiers qui y étaient adossés et sur les marchés spéculatifs des produits de base.

---

**Q.** *La situation du secteur bancaire dans la zone UEMOA est-elle solide ? Pourquoi ? Comment ce secteur s'adapte-t-il à la crise financière ? Comment se comporte la bourse d'Abidjan ?*

Notre secteur bancaire est en mutation profonde du fait de l'arrivée massive de banques d'Afrique du Sud, du Nigeria et des pays du Maghreb, notamment le Maroc. Ces banques, qui ont atteint désormais une dimension internationale, cherchent à exploiter le potentiel du marché ouest-africain. Cette dynamique est positive, même si les effets de la crise financière internationale font redouter une contraction des ressources disponibles sur le marché financier international.



L'Union bénéficie de réserves de change assez confortables. Le taux de couverture de l'émission monétaire était supérieur à 125 % fin octobre 2008. De même, l'évolution du crédit à l'économie, malgré l'effet d'éviction exercé au second semestre 2008 par les emprunts publics destinés à faire face aux effets de la crise alimentaire et énergétique, était relativement favorable. On a pu noter une certaine tiédeur des banques sur le compartiment des crédits à long terme à partir de septembre 2008, mais cela est lié à l'attitude de précaution des filiales de banques internationales implantées dans la zone craignant les retombées de la crise bancaire sur leurs maisons-mères.

Il faut, bien entendu, craindre les effets récessifs d'un ralentissement des flux de ressources en provenance du marché financier international et de comportements de ponction sur la liquidité bancaire de la zone par les maisons-mères de certains réseaux bancaires. De telles évolutions seraient de nature à compromettre les capacités de production à moyen terme en pesant sur l'investissement.

---

**Q.** *Les pays de l'UEMOA sont très ouverts sur le plan commercial. La baisse de l'activité dans les pays de l'OCDE et les pays émergents risque de contracter le volume des exportations de la région. Les cours des matières premières minières et des produits alimentaires ont fortement baissé depuis 2008. Le dollar remonte depuis quelques mois, même si les taux de change restent très variables. Dans quelles mesures ces tendances présentent-elles un avantage ou un risque pour la région ?*

Certes, le degré d'ouverture des économies de notre sous-région est relativement élevé, autour de 73 %, contre 30 % à peine en France, mais il reste comparable à celui de la plupart des économies en développement. Le facteur le plus critique réside dans la dépendance, pour l'approvisionnement en biens d'investissement, en produits pétroliers et en certaines denrées alimentaires telles que le riz, des devises que rapportent un petit nombre de produits de base exportés - café, cacao, coton, or, dérivés du phosphate, etc. Le degré de concentration de nos exportations est trop élevé et source de vulnérabilité aux fluctuations des cours des produits de base et des produits d'importation que je viens de mentionner.

Une illustration de ce fait aura été le phénomène dit des « émeutes de la faim » que nous avons connu entre la fin de l'année 2007 et toute l'année 2008, aggravé par la montée vertigineuse du prix du pétrole. La baisse des prix des matières premières exportées est donc ressentie par nos économies comme un frein à la croissance future, dans la mesure où cela limite notre capacité d'importation de biens d'équipement et de produits alimentaires. Mais lorsque ces produits alimentaires voient leurs prix baisser également, cela compense quelque peu la baisse du prix de nos exportations.

La montée du dollar par rapport à l'euro compense, quant à elle, la chute des cours mondiaux de nos exportations, tout en éliminant une partie du bénéfice de la baisse des prix des produits alimentaires importés et de la baisse du cours du pétrole, étant donné notre ancrage à l'euro.

Les mesures que nous avons prises en 2008, pour relancer notre production agricole et trouver des solutions communautaires aux problèmes de l'énergie, montrent que les désordres internationaux sont une occasion de correction des faiblesses structurelles de certaines politiques. En ce sens, on peut dire que l'UEMOA a tiré et continuera de tirer avantage des évolutions du marché international pour renforcer son tissu économique, mieux orienter ses politiques économiques et consolider la solidarité entre ses États membres.

---

**Q.** *Quelle est la position de l'UEMOA par rapport à la crise actuelle ? Quel message souhaitez-vous faire passer au niveau des pays ouest-africains ? Au niveau des partenaires au développement ? Quelles actions envisagez-vous dans les prochaines semaines, prochains mois ? Comment les partenaires au développement peuvent-ils vous aider ?*

La crise actuelle appelle une révision profonde des fondements de nos économies. Celles-ci ne sauraient fonctionner durablement sur la base de l'exclusion d'une part croissante de la population, de la destruction des ressources naturelles, de la confiance aveugle en la capacité des marchés internationaux à assurer l'approvisionnement conséquent et au meilleur coût des populations en produits vivriers et en produits énergétiques.

La recherche d'un minimum d'autosuffisance garde tout son sens et les vertus de la mondialisation ne sont pas aussi absolues que l'on voudrait le faire croire. Nos économies fragiles doivent s'assurer d'un minimum de capacité de production alimentaire, pour éviter l'effet désastreux des imperfections du marché mondial.

Dans ce cadre, nous souhaitons que les partenaires au développement puissent continuer de nous soutenir, en dépit des difficultés auxquelles ils sont eux-mêmes confrontés. En ce qui concerne les actions envisagées par l'UEMOA, en plus des solutions à court terme visant le soutien aux États et aux populations les plus vulnérables, l'accent est porté sur la mise en œuvre de la Politique Agricole de l'Union sur l'amélioration des infrastructures et la consolidation du secteur énergétique. Le Programme économique régional que nous avons mis en chantier depuis 2006 est la traduction concrète de cette volonté, avant même le déclenchement de la crise actuelle. Par ailleurs, nous attendons des négociations actuelles avec l'Union européenne, dans le cadre de l'Accord de partenariat économique (APE), l'aboutissement à une coopération économique bénéfique pour tous et de nature à renforcer la compétitivité globale de nos économies.

## **FACE À LA CRISE ÉCONOMIQUE MONDIALE. EXTRAIT DE L'OBSERVATEUR DE L'AFRIQUE DE L'OUEST (AVRIL 2009)**

L'Afrique était déjà rentrée dans la crise au premier semestre 2008 suite à la hausse des prix alimentaires et énergétiques. Compte tenu du retournement de la conjoncture internationale, le FMI estime que le taux de croissance de l'Afrique subsaharienne atteindra 3,25 % en 2009, contre une estimation de 5,25 % quelques mois auparavant.

La contagion passe par la diminution des flux de capitaux et la baisse du cours des matières premières minières (pétrole<sup>1</sup> et énergie, métaux) et de certains produits alimentaires/végétaux depuis l'automne 2008, notamment le café, le coton et le bois. Selon la Banque mondiale, le Nigeria sera le plus fortement touché, suivi du Tchad, de la Guinée-Bissau, du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, du Ghana et de la Guinée. La conjoncture est plus favorable pour les pays importateurs de produits énergétiques qui ont souffert de la hausse des cours internationaux et des impacts sur l'inflation en 2007 et 2008.

Après les politiques d'ajustements structurels centrées sur l'équilibrage des comptes publics, certains économistes africains prônent un réendettement raisonnable des États pour engager une politique contracyclique. « La demande publique doit venir suppléer la demande privée ; il faut donc financer les administrations et les entreprises africaines par deux moyens hétérodoxes mais classiques : endetter l'État et lui donner des facilités monétaires. Endetter les États est redevenu possible grâce au désendettement spectaculaire des années 2000 qui a ramené la dette extérieure africaine au quart du PIB, soit une situation bien meilleure que dans tous les grands pays développés ».<sup>2</sup>

### **La crise sera-t-elle un accélérateur de l'intégration régionale ?**

Les interventions récentes de la BCEAO et de la BCEAC montrent que des réponses communes sont possibles. La réunion organisée par le FMI en mars à Dar-es-Salam a mis l'intégration régionale au rang des priorités du continent aux côtés de l'agriculture et des infrastructures. Cet argument a été souligné lors des débats : « L'intégration régionale peut accentuer les opportunités à travers le commerce et la libre circulation des biens et des personnes ; à l'avenir, elle pourrait devenir le principal moteur du développement économique en Afrique. Ceci est d'autant plus important qu'il est probable que les marchés des pays développés resteront relativement fermés dans un avenir proche. Les États africains devraient engager une réflexion au-delà de leurs intérêts nationaux étroits. L'Union africaine ainsi que les communautés économiques régionales (CER) devraient être renforcées ».<sup>3</sup>

### **Les marchés boursiers et bancaires dans la tourmente**

Au Nigeria, la capitalisation de la Bourse du Nigeria (Nigeria Stock Exchange - NSE) a chuté de 60 % ces douze derniers mois, passant de 12 600 milliards de nairas à 4 520 à la fin mars 2009. Durant le seul mois de janvier, les investisseurs ont perdu virtuellement 2 800 milliards de nairas. Assez pour pousser l'équipe dirigeante de la NSE à la démission.

---

<sup>1</sup> À plus de 50 dollars US le baril, les cours actuels du pétrole se situent au-dessus de la moyenne historique et restent donc relativement élevés.

<sup>2</sup> « Lever les tabous », Plaidoyer pour un plan de relance africain, par M. Lionel Zinsou, Président du Conseil d'orientation de CAP Afrique : <http://www.capafrique.org>

<sup>3</sup> Intervention de M. Trevor Manuel, Ministre sud-africain des finances.

La crise internationale intervient à un moment très particulier pour le Nigeria dont les banques, restructurées et renforcées par des investisseurs sudafricains et chinois, se lancent à la conquête de nouveaux marchés. Il est difficile de disposer d'une image claire de la situation. La Banque Centrale du Nigeria (NCB) a commandité un audit début avril. La chute de la bourse aurait fait perdre 900 milliards de nairas (6 milliards de dollars US) aux banques (sans toutefois que cela menace leur ratio de Liquidité). M. Lamido Sanusi, Directeur exécutif de la première Banque nigériane estime que « l'essentiel des problèmes auxquels nous faisons face a été auto-infligé ». <sup>4</sup> Si les banques connaissent des problèmes de liquidité, ce serait donc moins le fait « d'actifs toxiques » (qui existent sans doute), que de l'effondrement de la bourse, de celui des cours du pétrole (moins de dépôts en devise), de la baisse du cours de la monnaie nationale (retrait d'investissements en nairas) et du rapatriement de capitaux des banques européennes et américaines. En mars, la Banque centrale annonce l'injection d'environ 955 milliards de nairas pour pallier la réduction des liquidités des banques. La création d'une nouvelle autorité de supervision financière est régulièrement évoquée.

L'économie nigériane manque donc de dollars US dont les réserves sont en mars de 47 milliards contre 64 en août 2008. La naira a perdu 28 % de sa valeur contre la monnaie américaine entre novembre 2008 et mars 2009. Le 21 mars, la Banque centrale annonçait une série de mesures pour réduire l'écart entre le marché officiel et parallèle. Le même jour, la NCB a proposé de réduire les taux d'intérêt qui ne devraient pas dépasser 22 %. Les bourses d'Accra (GSE) et d'Abidjan (BRVM) sont également en baisse. Mais des pays comme le Ghana et ceux de la zone UEMOA sont moins connectés au marché financier international.

**La situation du système bancaire de l'UEMOA** semble relativement bonne et la région dispose de réserves de change. Selon M. Hamza Ahmadou Cissé, Directeur de Cabinet du Président de la Commission de l'UEMOA, « l'Union bénéficie de réserves de change assez confortables. Le taux de couverture de l'émission monétaire était supérieur à 125 % fin octobre 2008. De même, l'évolution du crédit à l'économie, malgré l'effet d'éviction exercé au second semestre 2008 par les emprunts publics destinés à faire face aux effets de la crise alimentaire et énergétique, était relativement favorable. On a pu noter une certaine tiédeur des banques sur le compartiment des crédits à long terme à partir de septembre 2008, mais cela est lié à l'attitude de précaution des filiales de banques internationales implantées dans la zone craignant les retombées de la crise bancaire sur leurs maisons-mères. Il faut, bien entendu, craindre les effets récessifs d'un ralentissement des flux de ressources en provenance du marché financier international et de comportements de ponction sur la liquidité bancaire de la zone par les maisons-mères de certains réseaux bancaires. De telles évolutions seraient de nature à compromettre les capacités de production à moyen terme en pesant sur l'investissement. » <sup>5</sup>

### **Volontarisme et réduction du train de vie des États**

Les institutions régionales de la zone franc CFA réagissent. La BCEAO met en place une cellule de veille du système bancaire et s'engage à maintenir un niveau optimal de liquidité. Du côté de la Commission de la Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), une réunion ministérielle prend une série de mesures au début du mois de mars : baisse du taux directeur de la Banque des États d'Afrique Centrale (BEAC), allègements fiscaux pour les entreprises de la filière bois, réduction des taxes d'importations sur les équipements industriels des entreprises minières, projet de création d'un fonds de soutien aux secteurs touchés par la crise au sein de la Banque de Développement des États d'Afrique Centrale (BDEAC) et mécanismes d'accès au crédit en faveur des petites et moyennes entreprises et industries (PME/PMI).

---

<sup>4</sup> "I would say that the bulk of the problems that we are facing are self-inflicted", Financial Times du 2 avril 2009.

<sup>5</sup> Entretien publié dans la lettre d'information du CSAO, mars 2009.

Par ailleurs, la plupart des gouvernements s'engagent dans des politiques de réduction du train de vie de l'État. Au Ghana, le nouveau Président John Atta-Mills est confronté au réveil de l'inflation (20,53 % en mars = le niveau le plus élevé depuis cinq ans), à un déficit de 14 % du PIB, une dette croissante et un cédî déprécié vis-à-vis du dollar US. Il diminue le nombre de ministres (de 27 à 23) et vise un « État modeste » pour tenter d'inverser ces tendances. Au Nigeria, le Président Umaru Yar'Adua signe le 10 mars « avec réserves » un budget 2009 en fort déficit assorti d'un emprunt de 330 millions de dollars US pour financer ce déficit et assurer le paiement du service de la dette. Il prend simultanément des mesures de rigueur : réduction de 50 % des indemnités de voyage des fonctionnaires, suspension de la formation des cadres à l'étranger, gel des achats de nouveaux immeubles de bureaux et véhicules, création d'un comité présidentiel en charge du contrôle de la mise en œuvre du budget. Des mesures du même ordre ont été annoncées par le Premier ministre burkinabè Tertius Zongo (par exemple, une amélioration de la gestion des 23 000 véhicules de l'État).

### **La peur de la dette intérieure dans la zone UEMOA**

Réuni le 27 mars à Abidjan, le Conseil des Ministres de l'UEMOA a relevé que la situation des finances publiques demeurait caractérisée par des accumulations d'arriérés de paiements intérieurs affectant, dans certains États, la situation du système bancaire et demandé à la BCEAO de procéder à un recensement des arriérés intérieurs des États. Si cette situation ne peut être reliée au déclenchement de la crise mondiale, cette dernière pourrait contraindre la capacité des gouvernements à honorer les créances de leurs fournisseurs. En janvier, la Direction de la Prévision et des Études Économiques du Ministère sénégalais de l'Économie et des Finances note à ce sujet : « Les chefs d'entreprises prévoient des problèmes de trésorerie induits par les difficultés de recouvrement des créances, même s'ils fondent beaucoup d'espoir sur le règlement de la dette intérieure tel qu'annoncé par les autorités ».<sup>6</sup>

### **Les investissements de long terme sont-ils menacés ?**

Selon les dernières estimations de la Banque mondiale, les flux d'Investissement direct étranger (IDE) dans le monde ont baissé de plus de 20 % en 2008. Contrairement à cette tendance, les IDE vers l'Afrique ont augmenté et atteint plus de 60 milliards de dollars US en 2008. Cette situation est due en particulier au maintien de nombreux projets miniers. Les projets en cours, en particulier au Nigeria, ne devraient pas être remis en question. Malgré le retournement de conjoncture, les cours du pétrole demeurent relativement élevés. L'importance des projets offshore et la nécessité pour les compagnies internationales d'avoir accès à la ressource fait qu'elles hésiteront à se retirer, au risque de ne pas pouvoir s'y repositionner plus tard. Dans le secteur minier, le groupe Areva a signé en janvier 2009 une convention lui permettant d'exploiter le gisement d'uranium d'Imouraren (Niger), le plus grand d'Afrique et le deuxième au monde. China Union, une entreprise chinoise, est sur le point de signer un contrat d'exploitation de la mine de fer de Bong au Liberia à hauteur de 2,6 milliards de dollars US, ce qui représente l'investissement le plus important de l'histoire du Liberia. Le projet d'exploitation du fer au Sénégal oriental par Arcelor Mittal a été quant à lui reporté.

L'intérêt des capitaux arabes (fonds souverains) pour le continent africain s'était renforcé ces dernières années. Ces investisseurs, peu intéressés par les matières premières, marquent leur présence en Afrique de l'Ouest : construction de logements, construction de barrages, cimenterie et complexe touristique au Sénégal, etc. Dubai Ports World gère déjà le Port de Dakar. Le groupe de télécommunications Zain (ex-Celtel), présent dans seize pays africains, a été acquis par le Koweïtien KSC. Des fonds entrent dans le capital de plusieurs banques au Nigeria et au Ghana. Depuis le déclenchement de la crise, ces fonds souverains réallouent leurs investissements vers des placements moins risqués et/ou leur marché domestique. Les fonds souverains du Qatar,

---

<sup>6</sup> Note mensuelle de conjoncture, janvier 2009 : <http://www.dpee.sn>

du Koweït ou de la Russie sont ainsi intervenus pour soutenir les bourses de leur pays au mois d'octobre.

### **Craintes pour les ressources financières de la diaspora**

Selon les dernières projections de la Banque mondiale, les flux financiers de la diaspora vers les pays en développement devraient diminuer de 5 à 8 % (= 305 à 280/290 milliards de dollars US) entre 2008 et 2009. Les flux en direction de l'Afrique subsaharienne risquent également de baisser d'environ 5 % pour atteindre 19 milliards de dollars US en 2009.

Certains observateurs sont inquiets. Selon M. Abdoulaye Diop, Ministre sénégalais de l'économie et des finances « La persistance de la crise va entraîner la perte d'emplois dans les pays d'accueil des migrants. Déjà, certains émigrés qui cumulaient deux emplois pour pouvoir envoyer de l'argent au pays ont commencé à en perdre un. On estime que les transferts d'argent des migrants vers le Sénégal vont chuter de près de 10 % ». Les impacts de la diminution des transferts seront particulièrement importants pour le Sénégal et le Nigeria ; le Cap-Vert est encore plus vulnérable puisque les transferts financiers de sa diaspora s'élèvent à 10 % du PIB (cf. carte). La question de l'impact de la crise sur les flux financiers de la diaspora sera approfondie dans le cadre de la Conférence internationale sur le thème « Diaspora et Développement », organisée par la Banque mondiale à Washington DC, les 13 et 14 juillet.

### **L'intégration monétaire piétine, l'intégration bancaire se poursuit**

En décembre 2008, le Gouverneur de la Banque centrale du Nigeria, M. Chukwuma Soludo, déclarait « La seconde monnaie commune de la CEDEAO, l'Eco, pourra entrer en circulation d'ici le 1er décembre 2009 ». A l'issue du premier trimestre 2009, aucun signe tangible n'indique que ce projet se réalisera. Préalable à une monnaie commune pour l'ensemble des pays de la CEDEAO, la Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (ZMAO) réunit la Gambie, le Ghana, la Guinée, le Nigeria, le Liberia et la Sierra Leone. Reportée d'année en année depuis 2000, cette ambition demeure plus théorique que pratique ; l'impact de la crise sur les économies nationales au cours des prochaines années devrait encore en éloigner la perspective.

Si la monnaie commune est en panne, le paysage bancaire régional semble engagé dans un processus accéléré d'intégration. Ce processus est en partie né il y a quatre ans de la restructuration du système bancaire nigérian impulsé par le gouvernement fédéral. Le nombre de banques est passé de 89 en 2004 à 24 aujourd'hui, faisant émerger de puissants groupes.

Ces groupes, dopés par les revenus pétroliers et les augmentations de capitaux venus de Chine et d'Afrique du Sud, sont aujourd'hui les fers-de-lance d'une stratégie de conquête du marché ouest-africain.<sup>7</sup>

Même si la crise mondiale semble avoir ébranlé momentanément la confiance et diminué l'assise financière de ces groupes, les premières semaines de 2009 ont vu Diamond Bank, l'une des plus grandes banques nigérianes déjà présente au Bénin, annoncer l'ouverture d'agences au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Togo. A Dakar, le coût d'implantation de Diamond Bank Sénégal (ouverture fin mars) est estimé à 25 milliards de francs CFA. Autre groupe nigérian, United Bank for Africa (UBA), déjà bien implantée en Côte d'Ivoire, annonce une extension de sa présence dans la zone UEMOA.

---

<sup>7</sup> Prenant exemple notamment sur l'Asie et le Moyen Orient, la « stratégie du système financier à l'horizon 2020 » du gouvernement fédéral a pour ambition de faire du Nigeria une « place financière internationale » en passant par la conquête du marché ouest-africain et africain.

De son côté, ECOBANK<sup>8</sup> boucle avec succès une augmentation de capital de 1,5 milliard de dollars US par un appel à l'épargne publique lancé simultanément à la Bourse régionale des valeurs mobilières d'Abidjan (bourse des pays de l'UEMOA), à la Bourse du Ghana et à la Bourse du Nigeria. Enfin, la Banque ouest-africaine de développement (BOAD), institution commune de financement du développement des États de l'UEMOA, annonce un doublement de ses interventions et une ouverture de son capital à de nouveaux opérateurs, notamment nigériens.

Les banques ouest-africaines ne sont pas seules à vouloir valoriser le potentiel du marché régional. Les groupes sud-africains et surtout marocains sont sur les rangs. En mars, la banque marocaine Attijariwafa est devenue leader du marché sénégalais en rachetant 79 % du capital de la Compagnie Bancaire de l'Afrique Occidentale (CBAO). Des projets d'acquisition sont en cours de négociation au Niger et en Mauritanie.

Ce mouvement d'intégration porté par le secteur privé, a le mérite de construire des canaux financiers, des moyens régionaux de transaction, entre le Nigeria et le Ghana d'une part et la zone franc CFA d'autre part. Il est porteur d'un accroissement des échanges et facilitera le développement d'entreprises de dimension régionale.

---

<sup>8</sup> Créée avec l'appui de la CEDEAO, ECOBANK a été conçue comme une entité bancaire régionale destinée à être un instrument de promotion de l'intégration économique régionale. Aujourd'hui, ECOBANK est présente dans 25 pays africains dont tous les pays membres de la CEDEAO.

